

E 2001 (D) 2/232

*Compte rendu des récents pourparlers économiques  
entre une délégation italienne et une délégation suisse, à Rome*

DB<sup>1</sup>

Berne, 10 juillet 1942

I. Dès son retour à Rome, le 29 juin dernier, M. Hotz prit contact avec la Légation et, conformément aux instructions reçues du Conseil fédéral<sup>2</sup>, élabora avec la délégation suisse les contre-propositions au projet italien. Le 30 juin, lors d'une séance plénière réunissant les deux délégations au Palais Chigi, il exposa le point de vue suisse aux délégués italiens, présentant dans les termes les plus conciliants les concessions que la Suisse est à même d'accepter, tout en soulignant son désir de maintenir dans les grandes lignes le système jusqu'ici en vigueur.

L'Ambassadeur Giannini, sans répondre quant au fond, se borna à deman-

---

1. *Ce paragraphe indique que ce texte a été rédigé par P. Aubaret.*

2. *Cf. annexe au présent document.*



der ce qu'il en était du crédit bancaire. L'attitude de Monsieur Masi laissa voir un désappointement évident.

Le soir même, M. Giannini convoqua M. Hotz auquel il déclara ne pouvoir accepter les propositions suisses, ajoutant que seule l'intervention du Comte Ciano, provoquée par lui, avait permis d'éviter l'arrêt complet du trafic avec la Suisse demandé par le Ministre Riccardi<sup>3</sup>. Il indiqua que l'Italie continuerait à appliquer provisoirement les accords dénoncés pour le 30 juin, en attendant de nouvelles propositions suisses.

Ce n'est que le 2 juillet, après le départ de M. Hotz, que M. Giannini accepta de signer le projet de note présenté par M. Troendle. Cet échange de notes, daté du 30 juin 1942, ne sera pas publié<sup>4</sup>; il prévoit que les accords sont provisoirement maintenus en vigueur et que cet arrangement peut être dénoncé par chaque Etat, moyennant préavis de quinze jours, pour le quinzième ou le dernier jour de chaque mois. La Suisse dispose ainsi du délai qui lui est nécessaire avant de pouvoir poursuivre les négociations sur une base élargie.

II. Du point de vue politique, l'attitude du Ministre Riccardi n'est pas nouvelle. Ce magistrat a fréquemment exposé, dans ses discours, sa manière de voir à l'égard des petits Etats, dans des termes qui rappellent ceux utilisés par le Ministre Funk, comme Monsieur Micheli a eu l'occasion de le relever à plusieurs reprises déjà.

---

3. *Sur ce rapport, cf. aussi le rapport du Chargé d'Affaires à Rome, L. H. Micheli, à Pilet-Golaz, du 1<sup>er</sup> juillet 1942*: Ainsi que le chef de la délégation économique le rapportera au Conseil fédéral, M. Giannini a indiqué hier que M. Riccardi, Ministre des Echanges et Devises, menaçait d'appliquer la manière forte et que, vu que la Suisse n'avait pas fait les concessions voulues (il ne peut s'agir que des crédits commerciaux et bancaires), il n'avait pas été possible de conclure un nouvel accord et qu'il n'y avait qu'à considérer les accords antérieurs comme expirés et à suspendre tout le trafic des marchandises et des paiements avec la Suisse, ce qui pouvait impliquer même une cessation de l'application des accords de transit.

A la suite de cela, il y aurait eu une intervention personnelle du Comte Ciano, sans doute grâce à l'initiative et l'appui du Sénateur Giannini (bien qu'il ne l'ait pas dit), s'opposant à cette méthode et démontrant que, du côté politique, il n'y avait aucune menace à l'égard de la Suisse. L'orage annoncé par M. Giannini hier se serait limité au domaine économique. On a pu ainsi éviter, sauf quelques petites notes de presse, l'injection de dangereux éléments de pression politique. Ce résultat semble dû à la manière extrêmement compréhensive et animée d'une bonne volonté manifeste dans laquelle les conversations ont été ordonnées par le Conseil fédéral et dirigées par M. Hotz, avec la collaboration de la Légation et notamment de son Service commercial, dont M. Troendle s'occupe avec beaucoup d'énergie et de compétence.

Tous les délégués suisses ont d'ailleurs fait preuve, il faut le constater, soit lorsque M. le Directeur Hotz était présent, soit lorsque la délégation a été présidée, en son absence, par M. Vollenweider, de tout le calme, de l'objectivité et des connaissances pratiques nécessaires.

M. Giannini a prié M. Hotz, sur la demande du Ministre des Affaires étrangères, de faire connaître au Conseil fédéral cette intervention du Comte Ciano. Je tiens, en ce qui me concerne, à souligner cet élément, avec le poids qu'il comporte et les déductions que l'on peut en tirer.

Je serais incomplet si je n'ajoutais que la prolongation provisoire (il s'agirait d'un délai ne dépassant pas trois mois, selon l'expression adoptée par M. Hotz vis-à-vis de M. Giannini) est le meilleur succès que le chef de la délégation suisse pouvait obtenir dans les circonstances actuelles difficiles et vu la position de la Suisse entre l'enclume et le marteau, avec des angles encore trop peu éclairés pour pouvoir conclure les accords définitifs nécessaires.

4. Cf. K I/1086.

Sans attacher à ce fait plus d'importance qu'il n'en peut avoir, il est à noter que l'après-midi du 30 juin, quelques heures après la séance plénière des deux délégations, le «Giornale d'Italia» publia un article assez violent intitulé «Sovranità e neutralità della Svizzera» (voir annexe)<sup>5</sup>.

III. Dans le domaine intéressant les créanciers financiers, la quote-part de 15% reste donc provisoirement en vigueur. Le volume du fonds de transfert alimenté par ce 15% dépendra cependant de l'importance des exportations italiennes vers la Suisse. Sur ce point, on peut s'attendre à ce que la diminution enregistrée déjà au cours des quatre derniers mois s'accroisse si, dans l'attente des nouveaux accords, les deux Etats limitent leurs exportations aux livraisons strictement nécessaires pour se procurer les produits qui leur sont indispensables en contre-partie.

#### ANNEXE

E 1004.1 1/422

#### CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 26 juin 1942

1088. Verhandlungen mit Italien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 26. Juni 1942

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«1. Mit unserem Bericht vom 3. crt.<sup>6</sup> haben wir Sie darüber informiert, dass Italien bereit sei, die Anfang des Jahres unterbrochenen Wirtschaftsverhandlungen wiederum aufzunehmen und vorerst über die durch die italienischerseits erfolgte Kündigung der Kontingents- und Zahlungsabkommen auf Ende Juni 1942 dringend gewordene Neuregelung dieser Fragen in Rom zu verhandeln. Wie erinnerlich, hatte Italien Ende März die genannten Abkommen mit der Begründung gekündigt, sie seien in der Vorkriegszeit (in den Jahren 1935/1936) abgeschlossen worden und passten nicht mehr für die jetzige Zeit<sup>7</sup>.

2. Zu unserer Überraschung postulierte nun Italien eine völlige Änderung der Struktur der bisherigen Zahlungs- und Kontingentsabkommen, indem die bisher in freien Devisen beglichenen Reise- und Versicherungszahlungen in den Clearing einbezogen werden sollten. Überhaupt geht die italienische Tendenz ganz einseitig dahin, möglichst alles was bisher freie Devisen beanspruchte, im Verrechnungsverkehr zu bezahlen und ferner wird das Schwergewicht ganz einseitig auf den Warenverkehr und hier wiederum auf die Belieferung mit kriegswichtigen Exportartikeln verlegt. Auf der einen Seite will uns Italien immer weniger der herkömmlich gelieferten Waren abgeben. Vorläufig angestellte Berechnungen ergaben, dass fortan nur noch etwa mit der Hälfte der bisher monat-

5. *Non riprodotta. En voici le premier paragraphe:* É veramente la Repubblica elvetica uno Stato sovrano e neutrale? Tale essa con fierezza si pretende. Tale sempre meno appare nel corso di questa guerra nella quale i suoi atteggiamenti ufficiali e ufficiosi si profilano, più o meno pubblicamente, in un indirizzo che si può definire di sottomissione e di complicità in favore dei nemici dell'Asse.

6. Cf. *PVCF N° 973 du 8 juin* (E 1004.1 1/422).

7. Cf. *N° 181, note 1.*

lich ca. 20 Millionen Franken betragenden Einfuhr gerechnet werden kann. Dabei werden wichtige italienische Lieferungen an für die Schweiz – als rohstoffarmes Land – unerfüllbare Kompensationsforderungen geknüpft. Wichtige traditionelle schweizerische Ausfuhren wie Stickereien, chemische Produkte, Golduhren, sollen überhaupt nicht mehr zugelassen werden. Völlig unbefriedigend sind die italienischen Vorschläge für den Finanzverkehr. Bis vor zwei Jahren erhielten die Finanzgläubiger 20% der Clearingeinzahlungen. Im Juni 1940 wurde die Quote auf 15% herabgesetzt. Infolge der sehr stark überhöhten Preise, zu denen uns Italien seine Waren seit Kriegsausbruch liefert, waren die Einzahlungen in das Clearing bisher wider Erwarten gut, sodass die Quote von 15% ausreichte, um die Erträge der schweizerischen Kapitalanlagen in Italien voll zu transferieren. Zu diesem Zwecke sind jährlich 30 Millionen Franken nötig. Im italienischen Vorschlag ist eine Dotierung des Transferfonds von nur noch 5% vorgesehen. Diese 5% ergäben unter Voraussetzung der bisherigen günstigen Clearingeinzahlungen bloss 10 Millionen Franken. Die Finanzgläubiger müssten demnach auf zwei Drittel ihrer bisherigen Einkünfte verzichten, dies in einem Moment, wo Italien einen neuen Bankenkredit von 125 Millionen Franken und einen neuen Clearingvorschuss von 100 Millionen Franken verlangt.

3. Am letzten Freitag hat die gesamte schweizerische Delegation für die Verhandlungen mit Italien (mit Ausnahme der in Rom weilenden Mitglieder) Gelegenheit erhalten, sich zu den italienischen Vorschlägen, die Herr Direktor Hotz aus Rom heimbrachte, zu äussern. Sie hat einhellig die Auffassung der Leitung der Delegation gebilligt, dass die italienischen Anträge keine brauchbare Grundlage für die Fortsetzung der Verhandlungen bilden. Sie war einhellig der Auffassung, dass schweizerischerseits Gegenanträge in Rom zu unterbreiten seien. Diese Gegenanträge laufen darauf hinaus, dass entsprechend gewissen in den italienischen Anträgen bereits enthaltenen Ansätzen, die Struktur des Clearings wesentlich vereinfacht wird durch Verschmelzung des Spezialkontos II (Kriegsmateriallieferungen) mit dem ordentlichen Clearingkonto, um Italien grössere Verfügungsfreiheit einzuräumen. An die Stelle der bisherigen sofortigen Auszahlung der Warenforderungen schweizerischer Exporteure soll nämlich eine Auszahlungsfrist von vier Monaten treten. Der italienischen Regierung würde dadurch ermöglicht, über die durch die Hinausschiebung der Auszahlungen frei werdenden Mittel, die auf 40 bis 60 Millionen Franken geschätzt werden können, zum Bezug schweizerischer Waren zu verfügen. Sofern Italien bereit ist, das sogenannte kleine Gegenblockadeprogramm zuzugestehen (einmalige Durchfuhr einer beschränkten Menge von Werkzeugmaschinen, geodäsischen Instrumenten und dgl. nach England) und die übrigen Hauptfragen besonders im Import und Export befriedigend gelöst werden, könnte ein weiteres Globalkontingent zur Bezahlung beliebiger schweizerischer Waren bis zu 50 Millionen Franken gewährt werden. Der bisherige Clearingvorschuss von 150 Millionen Franken würde demnach auf 200 Millionen ansteigen. Weitergehende italienische Kreditbegehren können solange nicht erörtert werden, als die Verhandlungen in London nicht weiter fortgeschritten sind. In London und in Washington würde derzeit, wie uns die Gesandtschaft in London positiv meldet<sup>8</sup> an der Einräumung eines Bankenkredits viel stärker Anstoss genommen als an neuen Clearingvorschüssen.

Italien schuldet den S.B.B. immer noch ca. 30 Millionen Franken für die Beförderung deutscher Kohle. Die italienische Delegation hat nun angekündigt, dass Italien die deutsche Kohle in Zukunft franko italienische Grenze kaufen werde. Die Frachtkosten sollen, mit andern Worten, aus dem schweizerischen Clearingvorschuss an Deutschland bezahlt werden. Für die Abtragung des Rückstandes von 30 Millionen Franken wird man wenn möglich eine angemessene Amortisation zu erreichen suchen und die Speisung dieses Kontos in der Weise regeln, dass ein neues Ansteigen des Schuldsaldos vermieden wird.»

Gestützt auf obige Ausführungen und in Übereinstimmung mit der bundesrätlichen Finanzdelegation stellt das Volkswirtschaftsdepartement den Antrag und der Rat beschliesst:

a) Genehmigung des vorliegenden Berichtes als neue Instruktionen an die Verhandlungsdelegation.

b) Ergänzung der Verhandlungsdelegation mit Rücksicht auf die stark bedrohte Stellung der

---

8. Cf. N° 206 et annexes.

680

10 JUILLET 1942

Finanzgläubiger durch einen Vertreter dieser Gruppen<sup>9</sup> in der Person von Herrn Generaldirektor Zoelly von der Eidg. Bank, Präsident des Comité Italien der Schweiz. Bankiervereinigung.

c) Ermächtigung an den Verhandlungsleiter, der sich kommenden Sonntag zur Fortführung der Verhandlungen erneut nach Rom begibt, nach Bedarf weitere Delegierte und Experten zuzuziehen.

---

9. Cf. annexe au N° 198.